

POUR CONTINUER

La loi Devaquet peut bien être « retirée » : après l'assassinat de vendredi soir, ce n'était plus une loi qui était mise en cause, mais l'existence même de la police, perçue soudain comme réalité inadmissible ; et ses chefs comme des criminels et des provocateurs. La modération tant vantée des étudiants et des lycéens consistait à prétendre *seulement* s'opposer à l'autoritarisme du monologue étatique. En voulant faire entendre *directement* leur voix, ils devaient inévitablement affronter les gardiens du silence sur lequel repose cette démocratie qui n'est plus que la cohabitation d'intérêts maffieux : qui ne se considère pas parfaitement représenté par les PS, RPR, PC, FN, etc., n'a qu'à se taire, à crever.

Ainsi, pour *déstabiliser* l'Etat français, il aura suffit qu'une fraction de la population fasse connaître *sans intermédiaires* son jugement sur le sort qui lui est réservé par les experts du pouvoir ; bref, pratique *réellement* la démocratie. Ce qui est *terrifiant* pour toutes les hiérarchies établies, ce ne sont pas quelques vitrines brisées, mais la menace d'une extension de ce mouvement à la société tout entière. Car ces deux semaines d'agitation ont prouvé que n'importe quel prétexte est bon, quand tout ce qu'il donne l'occasion de rejeter est mauvais. La modernisation de l'enseignement n'est qu'un détail d'une modernisation qui est partout aussi toxique que l'eau du Rhin, aussi mitée que la couche d'ozone.

On répète complaisamment que les jeunes sont « anxieux pour leur avenir ». Comme s'ils étaient tous assez veules pour se soucier seulement du poste qu'ils occuperont dans la gestion de l'empoisonnement, de la falsification de la vie. Comme si tous étaient de ces émules de Bernard Moquette que les sondages se plaisaient à comptabiliser avant que le tapis brûle ! Mais c'est l'humanité tout entière qui a les raisons les plus sérieuses d'être inquiète, et non seulement pour son avenir, mais déjà pour son présent Tchernobylisé. Quant à l'avenir de l'université, c'est celui de la totalité d'un monde aux prises avec toutes sortes d'aberrations véritablement terrorisantes, depuis la destruction systématique des bases de la *vie* jusqu'à la barbarie de la décomposition ordinaire : les flics tirent même, aujourd'hui, sur ceux qui prétendent empêcher une rixe, comme à Pantin. Comment l'école et l'université pourraient-elles être meilleures que le monde qu'elles préparent à gérer ou à subir ? Pourtant, si cette société n'a rien à enseigner que la soumission, on peut *tout apprendre* en refusant de se plier aux ordres de ceux qui la gouvernent.

Quand ce refus commence à s'organiser dans une lutte qui se veut explicitement *sans dirigeants ni vedettes* (Aux chiottes Harlem des Sbires !) il renoue spontanément avec les mouvements émancipateurs du passé. S'il rejette *tout ce qu'on lui dit* de 68, il continue ce que personne ne lui dit de 68, en en reprenant les exigences les plus avancées : la volonté de démocratie directe, le contrôle des délégués par les assemblées, la discussion libre pour critiquer tout ce qui est critiquable.

Comme cela a été crié dans les manifestations de ces jours derniers : Mai 68, c'est vieux ! En 86, faisons mieux.

Paris, le 10 décembre 1986.

Comité « Il n'est jamais trop soixante-huit tard pour bien faire »